



**ARRÊTÉ PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE n°2009-1025 du 20 juillet 2009
Modifiant l'arrêté préfectoral n°2008-1562 du 22 septembre 2008
autorisant la société SAS CARRIERES MONNERON à poursuivre et à étendre
l'exploitation d'une carrière de basalte au lieu-dit « Le Rocher de Laval » sur le
territoire des communes de Neussargues-Moissac et Joursac**

VU le code de l'environnement et notamment les articles L 512-33 et R 512-31 du titre 1^{er} du livre V ;

VU le décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

VU l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux ;

VU l'arrêté préfectoral n°99-0913 du 12 mai 1999 portant approbation du schéma départemental des carrières du Cantal ;

VU l'arrêté préfectoral n°2005-1968 du 25 novembre 2005 approuvant la mise à jour du schéma départemental des carrières du Cantal ;

VU l'arrêté préfectoral n°2008-1562 du 22 septembre 2008 autorisant la société SAS CARRIERES MONNERON à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière de basalte au lieu-dit « Le Rocher de Laval » sur le territoire des communes de Neussargues-Moissac et Joursac ;

VU la demande présentée par monsieur Jacques PETELET, président directeur général agissant au nom et pour le compte de la société SAS CARRIERES MONNERON dont le siège social se trouve à Neussargues-Moissac, afin de voir porter de 130 000 à 160 000 tonnes la production annuelle maximale autorisée de la carrière dite du "Rocher de Laval" située sur les communes de Neussargues-Moissac et Joursac ;

VU le rapport et proposition de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement,

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation « carrières » du 02 juillet 2009 ;

CONSIDERANT que toute modification apportée à une installation classée pour la protection de l'environnement de nature à entraîner un changement des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée à la connaissance du préfet ;

CONSIDERANT que toutes prescriptions additionnelles apportées à une autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement, ne peuvent être prises que par arrêté préfectoral complémentaire sur proposition de l'inspecteur des installations classées après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation « Carrières » ;

CONSIDERANT que l'augmentation de 130 000 à 160 000 tonnes de la production annuelle maximale autorisée de la carrière susvisée, portée à la connaissance du préfet, doit être fixée par arrêté préfectoral complémentaire sur proposition de l'inspecteur des installations classées après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Cantal ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

A l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°2008-1562 du 22 septembre 2008 autorisant la société SAS Carrières Monneron dont le siège social se trouve à Neussargues-Moissac, à poursuivre et à étendre la carrière dite du « Rocher de Laval » sur le territoire des communes de Neussargues-Moissac et Joursac, la production annuelle maximale autorisée est portée de 130 000 à 160 000 tonnes.

ARTICLE 2

La présente autorisation est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où les dits actes leur ont été notifiés
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées en leur groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de l'achèvement des formalités de publicité.

ARTICLE 3

Une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de Neussargues-Moissac et Joursac pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles la carrière est soumise est affiché aux dites mairies pendant une durée minimum de un mois. Procès verbal de l'accomplissement de chaque formalité est dressé par les soins de chacun des maires.

Le même extrait est affiché en permanence et de façon visible dans la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tous les départements concernés par l'exploitation.

ARTICLE 4

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en est adressée à :

- Messieurs les maires des communes de Neussargues-Moissac et Joursac chargés des formalités d'affichage,
- Monsieur le sous-préfet de Saint-Flour,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement à Aurillac,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement à Clermont-Ferrand,
- Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'Agriculture à Aurillac,
- Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales à Aurillac,
- Monsieur le chef du service départemental de l'Architecture et du patrimoine à Aurillac,
- Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie du Cantal.

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à AURILLAC, le 20 juillet 2009

LE PREFET
signé : Paul MOURIER